

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article2432>



Intervention d'Amandine Cormier pour présenter le texte action de l'École Émancipée



ES-FSU - ARCHIVES - Conseil National du SNES - septembre 2017 -
Date de mise en ligne : mercredi 27 septembre 2017

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Fainéants ou cyniques ?

Je ne sais pas vous mais moi je ne sais pas trop dans quelle catégorie Emmanuel Macron nous classe. En tant que profs militantes et militants syndicaux, sûrement les deux...

Emmanuel Macron n'a pas attendu de prononcer ces mots pour montrer son mépris face aux salarié-es, aux fonctionnaires, aux classes populaires et aux migrant-es .

- ▶ Les attaques contre les populations les plus fragiles se multiplient au profit des plus riches
- ▶ Avec le projet de loi « renforçant la lutte contre le terrorisme et la sécurité intérieure », dont l'objet affiché est d'intégrer des mesures exceptionnelles de l'Etat d'urgence dans le droit commun, ce sont aussi les libertés individuelles et collectives qu'il attaque.
- ▶ La méthode utilisée pour imposer une nouvelle casse du code du travail montre que malgré des annonces de dialogue social, le pouvoir s'exerce bien à marche forcée. Comment peut-on penser que cela se passera différemment dans le public notamment sur la réforme du bac ?

Les journées de mobilisation du 12 et du 21 septembre ont constitué une première réponse à toutes ces attaques. Malheureusement, alors qu'il est impossible d'ignorer que ce qui touche aujourd'hui le privé touchera plus tard aussi la fonction publique, le SNES et la FSU n'ont pas su s'y joindre franchement.

Dans ce cadre, la prochaine journée d'action intersyndicale dans la fonction publique du 10 octobre sera une étape importante dans la mobilisation. Une étape seulement, car dès maintenant, nous devons envisager des suites, montrer la cohérence des attaques dans le privé et le public et faire le lien avec les mobilisations contre la loi travail pour construire une riposte massive. C'est cette agglomération des luttes que le gouvernement craint par dessus tout.

Dans l'éducation, la rentrée a été extrêmement difficile pour les élèves et les collègues en particulier à cause de l'explosion des effectifs et du manque de postes.

Pourtant les annonces de Jean-Michel Blanquer pour le 2nd degré ne vont pas dans le sens d'une amélioration des conditions d'apprentissage pour les élèves et des conditions de travail pour les enseignant-es. Au contraire.

Dans ce contexte le SNES- FSU se doit d'être à la hauteur des enjeux de ce début d'année scolaire :

- Au collège, il faut refuser la mise en place du dispositif « devoirs faits » qui est un leurre
- Face aux menaces contre le bac, il faut réaffirmer et défendre nos mandats, refuser le CCF, le contrôle continu et les ECA qui sont chronophages et induisent des inégalités entre les établissements et des pressions sur les collègues. Nous ne pouvons pas attendre les propositions du ministère qui cherche à imposer son rythme pour freiner la mobilisation
- Et, il faut construire une riposte collective sur la question de l'évaluation et de l'accompagnement sans s'enfermer dans l'assistance individuelle des collègues.

Rappelons-nous que la réforme du lycée professionnel et le passage au bac pro 3 ans s'était faite sans les profs même celles et ceux qui avaient été consulté-es...

Arrêtons d'être dupes, c'est maintenant qu'il faut lutter et construire la mobilisation avec les collègues pour espérer gagner.

Revendiquons la « PMA » pour l'éducation : pédagogie, mobilisation et action !

Ci-joint le texte action de l'ÉÉ :



Texte action de l'école émancipée au CN de rentrée 2017